

La mobilisation : un mode de survie pour les réfugiés des minorités oubliées

Dina Baslan

Les réfugiés issus de minorités et les personnes qui les soutiennent en Jordanie ont tenté de répondre aux besoins non satisfaits de leurs communautés marginalisées par des actes de résistance quotidiens et des efforts de création de réseaux informels.

La lutte des minorités réfugiées de Jordanie a été négligée pendant plus d'une décennie. Le plan national jordanien pour les réfugiés,¹ conçu pour répondre à la crise syrienne et à son impact sur les Jordaniens, a réduit à l'état de minorité une communauté comptant près de 80 000 personnes. En apprenant à survivre en marge de la société, beaucoup se tournent vers leur communauté pour trouver des solutions aux problèmes quotidiens partagés.

Entre 2015 et 2022, j'ai travaillé avec d'autres personnes pour aider la communauté minoritaire des réfugiés à Amman à mieux se faire entendre par le biais du bénévolat, de l'activisme, de la recherche et du travail de plaidoyer. Grâce à la coordination de Sawiyan for Community Development (Sawiyan pour le développement communautaire, sawiyan est un mot arabe qui signifie « ensemble »), une organisation populaire que j'ai cofondée en 2018, j'ai intégré une communauté de donateurs qui m'a permis de suivre un parcours d'apprentissage et d'action collectifs.

Réfugiés issus de minorités en Jordanie

Lorsqu'un grand nombre de Syriens ont franchi les frontières nord de la Jordanie en 2011-2012 à la suite du début du conflit, l'aide internationale a afflué pour renforcer la réponse du HCR dans le pays. Cette opération humanitaire très médiatisée a attiré l'attention de personnes originaires de pays tels que l'Érythrée, la Somalie, le Soudan et le Yémen, qui cherchaient des moyens d'accéder à une protection internationale. Plus de dix ans plus tard, alors que le chômage augmente et que les fonds humanitaires s'amenuisent, le gouvernement jordanien est réticent à mettre en œuvre des politiques susceptibles d'entraîner une augmentation de la population de réfugiés urbains du pays.

Même s'ils sont enregistrés par le HCR, les étrangers originaires de pays autres que la Syrie qui restent en Jordanie après l'expiration de leur visa ne se voient pas délivrer de carte d'identité gouvernementale pour régulariser leur séjour. Le parrainage par un ressortissant jordanien ou un permis de séjour lié à un contrat de travail permettrait de régulariser leur statut, mais il est

rarement possible d'y parvenir. Néanmoins, le dispositif de sécurité a eu tendance à ignorer la présence irrégulière de dizaines de milliers de personnes, à condition qu'elles « respectent la loi ».

Des manifestations aux mobilisations populaires de bénévoles

La tolérance du gouvernement a été mise à l'épreuve en novembre 2015 lorsque des centaines de réfugiés soudanais ont organisé une manifestation ouverte, dressant des tentes devant les locaux du HCR à Amman. Les manifestants ont brandi des pancartes et des drapeaux des principaux pays de relocalisation, tels que les États-Unis, le Canada et l'Allemagne, afin de se faire connaître de la communauté internationale. Ils ont protesté contre l'insuffisance de l'assistance et le manque de protection et de possibilités de relocalisation dont ils bénéficiaient par rapport aux possibilités offertes aux demandeurs d'asile syriens, et ont condamné la discrimination et le racisme dont ils faisaient l'objet. Le moment de la manifestation a coïncidé avec les avis d'expulsion du domicile délivrés à certains par leurs propriétaires pour défaut de paiement du loyer. La recherche d'un abri est un problème majeur pour les réfugiés, ce qui pousse nombre d'entre eux à recourir à des stratégies d'adaptation négatives.²

Ce que les manifestants et leurs partisans n'ont pas suffisamment pris en compte, c'est le risque de se mobiliser dans un pays où l'espace civique est fortement limité, malgré les avertissements du HCR. Le fait que de nombreux diplomates se trouvaient à l'étranger au moment de l'affrontement entre les manifestants et la police, quelques semaines avant les fêtes de Noël, n'a pas aidé non plus. Le 16 décembre, la police est arrivée à 4 heures du matin, a menotté les manifestants et les a transportés à l'aéroport où 800 d'entre eux ont été expulsés vers le Soudan peu de temps après.

Les efforts de mobilisation d'une communauté marginalisée ont non seulement échoué, mais ont également abouti à un sentiment commun de perte et de défaite. Au lendemain des déportations, les personnes solidaires de la communauté

ont été incitées à agir, en sortant de leurs cercles sociaux existants pour former des réseaux alternatifs. L'objectif de ces réseaux populaires est de permettre aux gens de trouver un moyen de se mobiliser en dehors de la modernisation des systèmes économiques et culturels, tels que les systèmes de l'État ou des Nations unies, en recherchant plutôt des institutions ou des relations alternatives et plus familières ou informelles.³

Des bénévoles ont collecté des fonds, effectué des distributions à domicile, organisé des activités psychosociales dans des espaces publics et, surtout, tissé des liens avec les demandeurs d'asile et les réfugiés soudanais qui avaient été séparés des membres de leur famille par les déportations. De cette manière, les bénévoles – y compris des Jordaniens, des manifestants soudanais qui ont échappé à l'expulsion et d'autres – ont appris de première main les expériences quotidiennes et les caractéristiques démographiques de la communauté des réfugiés soudanais à Amman. En retour, ils ont commencé à être connus par la communauté comme « l'équipe de bénévoles ».

Établir des partenariats

L'équipe de bénévoles a créé une base de données pour aider à identifier les besoins les plus urgents, ce qui a permis de déterminer les types de partenariats nécessaires. De nouveaux partenariats locaux et transnationaux ont été créés pour répondre à la fois à l'exclusion des réfugiés minoritaires de la planification humanitaire générale et aux besoins émergents de la communauté. Par exemple, un partenariat a été établi avec une équipe d'avocats américains pour rechercher des possibilités de relocalisation afin de réunir les familles séparées par les déportations. Deux ans plus tard, la plupart des familles séparées ont été réunies. Les bénévoles ont également contribué à étendre le programme de bons alimentaires d'une autre organisation à la communauté soudanaise en remplissant, lors des visites à domicile, des formulaires sur l'apport nutritionnel des familles.

Mi-2018, une équipe de chercheurs de notre réseau a publié de manière indépendante une évaluation axée sur les droits qui dénonce l'exclusion des réfugiés soudanais et yéménites des programmes des organisations nationales et humanitaires.⁴ Le rapport a permis de mettre en lumière les préoccupations, les conditions et les expériences vécues par la communauté. À peu près au moment où les recherches pour cette évaluation ont commencé, mon cofondateur Aaron Williams et moi-même avons enregistré Sawiyan en tant qu'organisation locale afin d'obtenir une place à la table des ONG internationales (ONGI). Notre objectif était d'influencer la politique et de

mettre en évidence la discrimination perçue par les membres de la communauté et son impact sur leur vie.

Entre-temps, notre décision de nous enregistrer a été contestée par certains membres de l'équipe de bénévoles qui avaient des opinions contradictoires sur « l'ONG-isation » et la façon dont elle affecterait nos relations avec la communauté. Il a fallu deux ans à l'équipe de bénévoles pour établir des relations de confiance avec une communauté qui s'était méfiée des promesses et des programmes non tenus des organisations. Bien que la formalisation ait été inspirée par l'effort des bénévoles, elle en est indépendante. Sawiyan a marqué un nouveau chapitre distinct dans notre parcours de mobilisation. Les craintes des membres bénévoles n'étaient cependant pas totalement infondées. En effet, peu après notre enregistrement, alors que nous n'avions pas encore élaboré notre stratégie à court ou à long terme, nous avons constaté que nos capacités étaient surchargées en essayant de répondre aux besoins (parfois contradictoires) des différentes parties : la communauté, les organisations partenaires, les chercheurs, les donateurs et le gouvernement. Nous avons navigué prudemment dans ces eaux troubles en essayant de communiquer de manière transparente sur nos motivations, nos objectifs et nos convictions. Nous avons également dû nous assurer que les nouveaux bénévoles comprenaient que l'enregistrement de Sawiyan en tant qu'association à but non lucratif nous interdisait de nous engager dans des transferts informels de fonds ou de biens, ou dans la distribution d'aide humanitaire. Toute collecte de fonds ou distribution à des tiers doit être réalisée indépendamment de l'ONG.⁵

Peu après avoir officialisé Sawiyan, nous avons ouvert un bureau où nous avons accueilli des collaborateurs potentiels et des membres de la communauté. Nous n'étions pas préparés au besoin pressant d'un espace sûr et accueillant pour les communautés d'origine africaine à Amman. À un moment donné, des travailleuses migrantes originaires d'Afrique nous ont demandé protection et soutien pour échapper à l'exploitation dont elles étaient victimes dans le cadre du système de la kafala.⁶ Nous avons écouté et essayé d'en savoir plus sur leurs expériences vécues et leurs difficultés, notamment sur la manière dont elles se recoupaient avec celles de la communauté des réfugiés africains, et nous les avons orientés vers des organisations partenaires qui leur ont fourni une assistance juridique et un hébergement.

Mon cofondateur et moi-même souhaitons que l'organisation reste modeste, afin d'éviter les



Hassan Abdullahi de Somalie (à droite) et Mubarak Adam Ricky du Soudan (à gauche), cofondateurs du programme d'anglais, donnent un cours dans une organisation communautaire locale à Amman. (Crédit : HCR/Lilly Carlisle)

lourdeurs administratives et d'accorder la priorité au recrutement de leaders communautaires. Cependant, les permis de travail sont uniquement délivrés aux réfugiés syriens au sein de marchés fermés qui excluent le travail des ONG, ce qui nous empêche d'embaucher officiellement des membres de la communauté et de leur verser des salaires équitables. Nous avons plutôt recouru à ce que font de nombreuses organisations : payer aux travailleurs réfugiés des salaires de bénévoles sans aucun avantage.

Rendre à la communauté par le biais d'initiatives menées par des réfugiés

L'ouverture du bureau a créé un espace de rencontre pour des personnes ayant les mêmes aspirations et les mêmes rêves. L'une des nombreuses initiatives ayant vu le jour est le programme d'apprentissage de l'anglais : un projet réalisé par la communauté, pour la communauté. Les leaders de la communauté ont transformé notre bureau en salle de classe le soir, et des étudiants de différents âges se sont rassemblés tandis que de nouveaux bénévoles essayaient d'enseigner – ou plutôt d'animer – dans ce qui est devenu un processus d'apprentissage actif et collaboratif entre les enseignants et les étudiants de

la communauté. Fin 2019, le Conseil britannique a formé 25 de ces enseignants bénévoles issus de la communauté soudanaise et somalienne aux méthodes d'enseignement. Le programme s'étend peu à peu à d'autres quartiers d'Amman grâce à la collaboration de diverses organisations (associations caritatives, centres culturels, ONGI et ONG locales). Pour la première fois, les institutions jordaniennes ont traité les enseignants bénévoles comme des animateurs de l'échange et de la production de connaissances au sein de leur propre communauté.

Les cofondateurs du programme, Mubarak Adam (Ricky), originaire du Soudan, et Hassan Abdullahi, originaire de Somalie, ont ensuite élaboré, avec l'aide de Shireen Keyl, membre du conseil d'administration de Sawiyan, un programme d'enseignement axé sur l'émancipation raciale et la pertinence culturelle pour leurs classes. Ils ont fini par constituer une équipe d'enseignants bénévoles qui assure le fonctionnement du projet sur la base du volontariat, avec plus de 200 élèves actuellement inscrits. Lorsque la pandémie de COVID-19 a frappé, le programme a été transféré en ligne et a permis de resserrer les liens au sein de la communauté en cette période de crise et d'isolement. Lorsqu'on lui a demandé

pourquoi elle donnait de son temps pour enseigner, une étudiante devenue enseignante a cité les paroles d'une chanson de la chanteuse soudanaise Hanan Elneil : « pour vivre comme une personne qui a de la valeur ».

Refuser de baisser les bras

La mobilisation ne garantit jamais un changement de politique. Malgré le long chemin parcouru pour tenter d'intégrer les réfugiés minoritaires, en réponse à un décret gouvernemental entré en vigueur en janvier 2019, le HCR a cessé d'enregistrer les réfugiés « non syriens » nouvellement arrivés. L'« ONG-isation » de Sawiyan représentait un mode de mobilisation et, bien qu'elle n'ait pas été directement criminalisée, les cadres législatifs et d'autres facteurs ont continué à remettre en question l'existence de Sawiyan, ce qui nous a finalement conduits à la radier et à revenir à un travail d'équipe bénévole. Les liens que nous avons tissés en temps de crise se sont toutefois révélés irremplaçables et durables ; ils continuent d'aider les personnes en situation précaire à s'accrocher au rêve d'un avenir meilleur et à retrouver la foi dans le pouvoir des êtres humains.

Les minorités réfugiées et les demandeurs d'asile en Jordanie ont survécu en adoptant la solidarité communautaire comme mode de vie. Certains attendent une relocalisation depuis plus de 15 ans. Au cours de cette période, ils se sont mobilisés ouvertement par le biais de manifestations et secrètement grâce à l'éducation. Refuser de baisser les bras est une forme de résistance.

Tant que les réfugiés résisteront en choisissant de vivre, nous n'aurons d'autre choix que de travailler main dans la main avec les communautés, y compris leurs dirigeants et leurs jeunes, en facilitant la sensibilisation sur des sujets tels que les soins auto-administrés et en mobilisant un soutien en toute sécurité dans les limites prévues par la loi. J'ai bon espoir qu'en centralisant les connaissances des membres de la communauté et en nous appuyant sur leurs compétences, nous pourrions établir des partenariats plus solides et développer des formes innovantes d'action humanitaire fondées sur des relations profondes de compréhension, de confiance et de respect mutuels.

Dina Baslan

dina.baslan@sawiyan.org @dinabaslan

Co-fondateur, Sawiyan pour le développement communautaire

1. La Jordanie ne dispose pas d'une législation nationale régissant la réponse aux réfugiés et n'est pas signataire de la convention de 1951 relative au statut des réfugiés et de son protocole de 1967.
2. Baslan D, Kvittingen A, Perlmann M (2017) *Sheltering in Amman*, Mixed Migration Centre bit.ly/sheltering-amman
3. Asef Bayat (2013) *Life as Politics. How Ordinary People Change the Middle East*, Stanford University Press
4. Johnston R, Baslan D and Kvittingen A (2019) *Realizing the rights of refugees and asylum seekers from countries other than Syria*, Norwegian Refugee Council de Jordanie bit.ly/realizing-rights
5. Depuis le début des années 2000, le gouvernement jordanien surveille ces transactions en vertu de lois antiterroristes strictes.
6. Le système de la *kafala* permet aux travailleurs étrangers d'obtenir le statut de résident grâce au parrainage d'un ressortissant jordanien.